

SOCIÉTÉS CIVILES EN DANGER

Quelles réponses aux répressions et violences à l'encontre des ONG, des militants et des leaders sociaux ?



Édition responsable : Dominique Wernaere, rue Coenraets 68, 1060 Bruxelles

INTERVIEW p.2

Militant·e en Colombie, un travail risqué

FOCUS SUD p.3

Des menaces inquiétantes sur les sociétés civiles du monde entier

BRÈVES p.4-5

Mission en RDC
MadeinIllegality
Laïcité en RDC



SOLSOC est une organisation non gouvernementale agréée par la coopération belge (DGD) pour mettre en œuvre des programmes de développement

durable dans les pays partenaires. Elle est aussi l'organisation de solidarité internationale de l'Action commune socialiste qui constitue son ancrage historique et social. En partenariat avec différentes composantes de celle-ci, elle soutient des actions dans 8 pays en Amérique latine, en Afrique et au Proche-Orient. Notre objectif commun est de permettre aux populations de vivre plus dignement et d'accéder à leurs droits socio-économiques et politiques. En Belgique, Solsoc interpelle les décideur-euse-s belges et européen-ne-s afin de relayer les revendications de ses partenaires. Un travail d'information et de mobilisation du public est également mené avec d'autres organisations progressistes qui partagent ses valeurs de démocratie, de solidarité et de justice sociale.

Directrice : Veronique WEMAERE • Présidente : Estelle CEULEMANS • Vice-présidentes: Gwenaëlle GROVONIUS et Martini HAGIEFSTRATIOU • Secrétaire/trésorière : Gabrielle JOTTRAND • Administrateur-riche-s : Alex ARNOLDY, Jacques BOURGAUX, Tangui CORNU, Delphine HOUBA, Paul JAMMAR, Rafaël LAMAS, Florence LEPOIVRE, Arnaud LEVEQUE, François MARLIER, Ahmed RYADI, Frédéric THOMAS, Noémie VAN ERPS

Imprimerie : Nuance 4 s.a. www.nuance4.be
Adresse de l'expéditeur : Rue Coenraets, 68 – 1060 Bruxelles
N°19 octobre–novembre–décembre 2022



Rue Coenraets, 68 -
1060 Bruxelles
Tel : +32 (0)2 505 40 70
Email : info@solsoc.be
CCP : BE42 0000 0000 5454

[facebook.com/SolsocASBL](https://www.facebook.com/SolsocASBL)
[twitter.com/Solsoc](https://www.twitter.com/Solsoc)

Solsoc respecte les obligations légales telles que stipulées dans le Règlement Général sur la Protection des Données.

Solsoc est membre de l'Association pour une Ethique dans les Récoltes de Fonds (AERF) et adhère à son code éthique. Vous avez ainsi une garantie supplémentaire que nous utilisons les dons que vous nous faites avec rigueur et précaution. Vous avez un droit à l'information.

► É D I T O

LE « SHRINKING SPACE » : UNE TENDANCE MONDIALE INQUIÉTANTE

Quoi de plus noble pour une citoyenne ou un citoyen que de s'engager pour défendre ses droits, réfléchir à des alternatives et formuler des revendications ? Comme l'union fait la force, les plus volontaristes constituent des associations, des syndicats et des ONGs.

Lorsque la société civile dispose d'une liberté et d'un espace qui lui donnent la possibilité de jouer le rôle de contre-pouvoir et de surveillance du monde politique et des institutions, c'est le signal d'une démocratie bien vivante.

Ces derniers temps s'allument un peu partout des signaux alarmants. Dans 109 pays¹, cet espace civique est justement en train de se réduire. Ce phénomène appelé « shrinking space » a une telle ampleur qu'en ce moment, seuls 3 % de la population mondiale vivent dans des pays où cet espace peut être qualifié d'« ouvert ».

En lisant ces chiffres, on comprend que ce ne sont pas seulement les gouvernements autoritaires et les pays en guerre qui oppriment le militantisme. La tendance s'étend au-delà de la restriction des droits fondamentaux, la méfiance et la volonté de contrôler la société civile prend de multiples aspects. En tant que partenaire de nombreux mouvements sociaux et organisations subissant le « shrinking space », Solsoc se doit d'informer sur ces réalités. Soyons tous et toutes vigilant-es et solidaires !

Estelle Ceulemans, Présidente

¹ D'après le moniteur CIVICUS qui fournit des données sur l'état de la société civile et des libertés civiques dans 196 pays.



Notre travail de dénonciation résultant d'enquêtes sur la situation des droits de l'homme en Colombie a entraîné dans le passé des enlèvements, des attaques à l'explosif de notre organisation et le piratage de notre site internet.



Nely Osorno Ospina, présidente de l'Institut Populaire de formation (IPC)



► I N T E R V I E W

LA SÉCURITÉ DE LA SOCIÉTÉ CIVILE, UN DÉFI POUR LA GAUCHE EN COLOMBIE

Dans le cadre de ce numéro thématique, nous nous sommes entretenus avec Luz Nely Osorno Ospina, présidente de l'Institut Populaire de formation (IPC). Basée en Colombie, son organisation lutte pour la défense des droits humains et accompagne les communautés paysannes dans leur quête de justice et de réparation.

Votre organisation constate-t-elle des contraintes qui pourraient être liées à un « rétrécissement de l'espace civique » dans votre pays ?

Il est évident qu'en Colombie, travailler pour une organisation telle que la nôtre est quelque chose de risqué. La sécurité de nos employés et des personnes avec lesquelles nous travaillons est sans cesse menacée. Cependant, je ne parlerais pas d'une tendance au rétrécissement de l'espace civique. Depuis l'arrivée au pouvoir de Gustavo Petro en août 2022, c'est plutôt le contraire qui se produit, il y a de nouveaux espaces de dialogues qui se créent, du moins au niveau national. Le risque est que ce dialogue ne donne pas lieu à l'adoption de mesures concrètes sur le plan politique.

Pouvez-vous nous en dire davantage sur les raisons qui mènent à cette insécurité ?

Les causes sont davantage liées à la situation politique et sécuritaire du pays. Dans le cadre de notre travail, nous sommes amenés à travailler dans des territoires encore affectés par le conflit armé et où la topographie est complexe. Cela nous oblige à développer des protocoles de sécurité et engendre des coûts supplémentaires, mais surtout cela rend difficile le déplacement des représentant-e-s de communautés et de nos employé-e-s.

Pour entrer dans certains territoires, les leaders ou communautés doivent demander la permission aux groupes armés et il-elle-s sont menacé-e-s s'il-elle-s se prononcent sur les questions liées aux droits humains, à l'environnement ou s'opposent aux mégaprojets industriels dont ils sont les premières victimes.

Votre travail fait-il l'objet d'une campagne de dénigrement ?

Oui c'est certain, il y a une tentative constante de stigmatiser l'organisation en tant qu'organisation de guérilla. Notre travail de dénonciation résultant d'enquêtes sur la situation des droits de l'homme en Colombie a entraîné dans le passé des enlèvements, des attaques à l'explosif de notre organisation et le piratage de notre site internet.

Une autre stratégie utilisée est la judiciarisation. Cette pratique consiste à trouver un motif juridique pour rendre illégale notre activité, ce qui peut mener à l'arrestation ou l'emprisonnement de nos employé-e-s et collaborateur-riche-s comme ce fut le cas lors d'une procédure de réclamation de terre. **L'entretien dans son intégralité est à découvrir sur solsoc.be.**



Mobilisation devant le parlement européen à Bruxelles, pour protester contre la répression du mouvement social en Colombie, le 6 mai 2021. © Solsoc 2021.

DES MENACES INQUIÉTANTES SUR LES SOCIÉTÉS CIVILES DU MONDE ENTIER

Une société civile forte et indépendante est une composante essentielle d'un système démocratique sain. Pourtant, ces dernières années, un nombre croissant d'organisations partout dans le monde dénoncent les enfreintes à leur liberté d'association, de rassemblement ou d'expression, mais aussi leur difficultés d'accès aux financements, ou les barrières administratives.

Ces entraves font partie du « rétrécissement de l'espace » de la société civile ou « shrinking space ». Si le phénomène n'est pas nouveau, la société civile, de plus en plus consciente, cherche à s'organiser pour y apporter une réponse concertée. Solsoc s'est penchée sur ce phénomène et a interrogé son réseau de partenaires afin de savoir si eux aussi subissaient ces menaces.

Quand on interroge les organisations partenaires de Solsoc, toutes relèvent au moins une tendance au rétrécissement de leur espace civique. Elles citent principalement de sérieuses difficultés d'accès aux financements, allant parfois jusqu'à des ruptures de subsides, un manque de soutien de l'État, des lenteurs dans la signature de certains documents fondamentaux à leur bon fonctionnement et à leur travail. Dans les contextes politiques les plus complexes, une (auto-) restriction de leur liberté d'expression, des difficultés de mouvement et de déplacements vers certaines zones du territoire dans lesquelles ils ont des activités, des intimidations voire des attaques sont relatées. Et puis, dans les contextes de conflit armé, comme en Palestine ou en Colombie, des craintes existent pour la sécurité des travailleur-euse-s et des leader-euse-s sociaux-ales.

DES POLITIQUES ET DES PROCÉDURES QUI IMPOSENT DES RESTRICTIONS À LA LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION : LE CAS DU MAROC

Au Maroc, le roi Mohammed VI maintenait depuis sa succession à son père, Hassan II, un rythme prudent de réformes afin de sortir des années de répression. Pourtant, suite aux mouvements populaires du 20 février 2011, les réformes ont été brutalement freinées et depuis

lors le gouvernement est même revenu sur un certain nombre d'entre elles. Aujourd'hui, manifestation du shrinking space que vivent les associations marocaines, nombre d'entre elles n'ont toujours pas reçu le récépissé final de leur dossier juridique de création d'association, en particulier celles qui défendent l'intégrité de la société civile et ne s'alignent pas avec les choix politiques de l'État. Pourtant, ce récépissé est essentiel pour ouvrir un compte en banque au nom de l'association, inscrire ses travailleur-euses-s salarié-e-s à la caisse nationale de sécurité sociale, obtenir des financements publics ou internationaux ou encore recevoir les autorisations obligatoires des autorités locales pour l'organisation d'événements.

LE SHRINKING SPACE, UN INSTRUMENT DE L'OCCUPATION EN PALESTINE

Dans le cas des organisations de la société civile palestiniennes telles que celles soutenues par les ONGs belges dont Solsoc, le shrinking space résulte à la fois du harcèlement, parfois violent, mené par le gouvernement israélien et ses soutiens, mais également du régime de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie et de la politique du Hamas en vigueur dans la Bande de Gaza. Ces derniers aussi répriment durement et parfois violemment, la liberté d'expression. Ce phénomène qui tend à s'aggraver avec le temps met nos partenaires devant des difficultés existentielles telles que des détentions administratives des responsables des organisations palestiniennes et des leaders sociaux membres des initiatives soutenues par le programme, une décrédibilisation et une criminalisation des organisations de la société civile palestinienne via des campagnes de diffamation. Les organisations sont alors désignées comme terroristes par le gouvernement israélien comme il l'a fait en octobre 2021 vis-à-vis de 7 ONGs de défense des droits humains, avec pour effet une méfiance grandissante des bailleurs de fonds qui, souvent diminuent, voire retirent, les financements octroyés à celles-ci. Enfin, de régulières entraves au bon fonctionnement sont rapportées, telles que des difficultés bureaucratiques ou administratives au quotidien (ralentissements dans les processus d'accès aux financements, financements conditionnels, difficultés avec les banques).

RESTONS VIGILANTS ET SOLIDAIRES !

Dans trop de pays du monde, exercer une activité syndicale, militante, de défense des droits humains ou environnementaux est un combat de chaque jour, où tout peut basculer. Il est donc primordial pour Solsoc et tout son réseau de partenaires de rester particulièrement vigilants dans l'ensemble des pays du programme. Ensemble, le réseau continue et continuera de se battre pour défendre les sociétés civiles et la démocratie afin qu'elles puissent continuer à exercer leurs missions, essentielles pour espérer des lendemains meilleurs. Pour ce faire, nous agissons en Belgique et directement dans chacun des pays d'abord en maintenant nos partenariats, mais aussi en faisant pression sur les décideurs et en rejoignant des coalitions d'organisations, parce qu'ensemble, on est plus fort !



Le 18 août 2022, l'armée israélienne a opéré un raid dans les bureaux de sept grandes organisations palestiniennes à Ramallah qualifiées "d'organisations terroristes", sans fournir de preuves. Après avoir mené leurs propres enquêtes, les États membres de l'UE, dont la Belgique, ont qualifié les déclarations israéliennes d'infondées.

Manifestation dans le cadre d'un mouvement de protestation contre les coupes budgétaires dans l'enseignement (Cali, Colombie, 2018) ©Ali Selvi



Personnes disparues ou assassinées dans le cadre du conflit armé. Granada, Colombie © Solsoc 2016.

► B R È V E S

PREMIÈRE CONVENTION PROGRESSISTE LAÏQUE DE KINSHASA

Du 23 au 25 janvier 2023, Solsoc a participé à la 1re Convention progressiste laïque de Kinshasa, cette mégapole africaine où pour la plupart des gens, laïcité rime avec rejet de « Dieu », malgré son inscription dans la Constitution de la République Démocratique du Congo. Pour les organisateurs, le Réseau PRODDes, la Maison de la Laïcité de Kinshasa et le CERDYSOC (Centre de Ressources et de Dynamisation de la Société Civile), cette Convention résonne dans un contexte national marqué par la guerre et par la préparation des élections qui, toutes deux mettent à l'épreuve le vivre-ensemble. Les discours politiques populistes à connotations religieuses destinés à attirer la sympathie des populations adeptes des multiples courants religieux présents au Congo foisonnent, étant souvent vecteurs d'intolérance pour tous ceux et celles dont les pratiques sont contraires aux prescrits des livres sacrés. L'avortement, l'homosexualité, l'irrégiosité, le libre examen, l'égalité homme-femme sont ainsi considérés comme des antivaleurs sociétales qu'il faut combattre à tout prix. La Convention a libéré la parole sur ces sujets tabous et a lancé un processus d'appropriation collective de la laïcité et de son universalisme par la déclinaison d'une définition congolaise. Une deuxième convention en 2024 poursuivra le processus.



RDC : UNE MISSION SUR LE THÈME DU TRAVAIL DÉCENT

Du 13 au 24 janvier, une délégation de Solsoc s'est rendue en République démocratique du Congo. Accompagnée d'Estelle Ceulemans (présidente de Solsoc), cette délégation a rencontré sur place le collègue d'IFSI, Stefan De Groote et les camarades de la FGTB, Arnaud Levêque, Benjamin Wéry et Koen Vanbrabant. Une occasion unique pour les acteurs de la mouvance socialiste d'échanger avec les acteurs de la société civile congolaise sur l'objectif commun de l'accès au travail décent.

Arrivés dans la ville minière de Kolwezi, nous nous sommes entretenus avec les représentants d'une coopérative minière. Elle rassemble autour d'elle une centaine de creuseurs artisanaux qui luttent pour la reconnaissance de leur statut et l'amélioration des conditions de travail. Ils nous expliquent que c'est au péril de leurs vies qu'ils extraient les minerais nécessaires à notre transition énergétique.

À Kinshasa, les ateliers de suivi du programme de Solsoc et les discussions politiques ont rythmé les journées. Dans ce pays où il n'y a pas de registre national, où une majorité de la population vit avec moins de 2 dollars par jour et où le travail informel constitue plus de 80 % de l'économie du pays, les défis sont nombreux et les témoignages se ressemblent. Face à notre désarroi, un responsable syndical nous partage son état d'esprit : « lutter à chaque fois que c'est nécessaire, combattre à chaque fois que c'est possible ».



PÉTITION #MADEINILLEGALITY : MERCI POUR LE SOUTIEN !

La collecte de signatures pour la pétition d'Initiative Citoyenne Européenne (ICE) demandant l'interdiction du commerce avec les colonies illégales en Palestine s'est achevée le 20 février dernier. La Belgique a atteint le chiffre remarquable de 20.200 signatures sur un total de 275.776 signatures recueillies dans l'UE. Les pays qui ont réussi à franchir le seuil minimum défini par Etat sont la France, l'Irlande, la Belgique et les Pays-Bas.

L'objectif d'1 million de signatures en Europe n'a pas été atteint, mais le résultat obtenu n'a pas été vain : il servira à faire pression sur le Parlement européen pour qu'il prenne des mesures plus strictes concernant le commerce avec les colonies illégalement implantées sur le territoire palestinien. Les ONGs belges, pour leur part, ont déjà présenté les 20.200 signatures au cabinet du ministre de l'Économie et du Travail P. Y. Dermagne, qui attestera au gouvernement de l'existence d'une forte volonté populaire pour soutenir cette initiative. Actuellement, des discussions sont en cours au niveau du parlement belge pour interdire les produits issus des colonies. Nous continuerons à faire pression tant qu'une loi ne sera pas adoptée.

► A C T I O N

COMMÉMORATION POUR LES 10 ANS DE L'EFFONDREMENT DU RANA PLAZA

Ce 24 avril 2023, nous commémorerons un triste anniversaire, celui de la tragédie du Rana Plaza, au Bangladesh. Cet immeuble qui abritait 5 usines de confection de vêtements s'effondrait le 24 avril 2013 emportant la vie de 1138 personnes et en blessant plus de 2000.

Le monde entier découvrait alors la vétusté des usines qui abritaient des ateliers produisant des habits pour des enseignes européennes et nord-américaines parmi les plus connues : Benetton, Mango, The Children's Place, KiK, Primark, Walmart et Inditex (la société mère de Zara).

Cette date marquera un moment fort de commémoration des victimes, mais aussi un temps de mobilisation pour réclamer davantage de sécurité pour travailleur·euse·s du secteur textile.

Dans cette perspective, Solsoc sera mobilisée au côté d'autres organisations de la société civile, membres des plateformes achACT et de la Schone Kleren Campagne, pour plaider pour la reconduction de « l'Accord International pour la Santé et la Sécurité », mis en place suite à la tragédie.



Cet accord, salué comme une vraie « avancée historique » pour l'industrie textile, doit être reconduit au Bangladesh car il arrivera à échéance cette année et un Accord Pakistan vient d'être annoncé. Aux niveaux belge et européen, l'appel sera fait aux responsables politiques pour légiférer de manière la plus ambitieuse possible sur le devoir de vigilance.

Suivez nos actions sur les réseaux afin d'être tenus au courant de la mobilisation !

STAGE — ASSISTANT·E EN COMMUNICATION ET RÉCOLTE DE FONDS



dynamique qui appréciera grandement votre contribution. Vous aurez l'occasion de développer vos talents en communication et acquérir une expérience de travail pratique et intéressante dans le secteur des ONG.

Vous travaillerez en étroite collaboration avec le chargé de communication et de la récolte de fonds afin de lui fournir un appui et serez amené·e à collaborer avec les chargés de plaidoyer et de mobilisation au sein du service « Mobilisation citoyenne et politique ». Vous pourrez par exemple à écrire des articles, poster des contenus sur les réseaux sociaux, participer à des événements ou à des actions de récolte de fonds.

Solidarité et engagement sont des mots qui vous parlent ? Vous pouvez les concrétiser en travaillant avec nous. Solsoc recrute un·e stagiaire pour assister la communication et la récolte de fonds de l'ONG.

Profil recherché : étudiant·e·s niveau master en communication, marketing ou journalisme pour une durée de 3 à 6 mois.

En rejoignant l'équipe de Solsoc, composée de 18 salarié·e·s, au sein du siège à Bruxelles, vous serez formé·e au travail de l'ONG et contribuerez à notre action au sein d'une équipe

Les tâches et les compétences seront spécifiées sur solsoc.be et les candidatures ouvertes à parti du mois d'avril. Les candidatures spontanées sont également examinées.

**Tant que
vous aurez
des projets,
nous serons
là pour
les assurer.**



Allons de l'avant